

Non à une attaque contre les salarié-e-s



Un budget cantonal dans le rouge, c'est un Etat qui met sous pression tous ses mandataires : les entreprises du bâtiment, les blanchisseries comme les entreprises de nettoyage. **Non à la péjoration des conditions de travail dans les entreprises mandatées par l'Etat.**

Michel Jaquier, menuisier
Membre du comité Unia Vaud



Les patrons ont engagé des moyens massifs contre l'introduction de salarié-e-s minimaux cantonaux. Ils veulent s'octroyer des cadeaux fiscaux tout en privant des salarié-e-s précaires de revenus décents. C'est le monde à l'envers. **Non à des cadeaux qui profitent aux plus riches !**

Clotilde Pinto, vendeuse
Membre du comité Unia Vaud



L'Etat est le plus important acteur économique du canton. Quand on le prive de ses ressources, c'est l'ensemble de l'économie et de la population qui en souffre. Par des pertes de prestations essentielles et par des emplois qui sont biffés ou précarisés ! **NON à l'austérité !**

Bounouar Benmenni
Président Unia Vaud



CADEAUX FISCAUX MASSIFS POUR LES GRANDES FORTUNES ET LES HAUTS REVENUS ?



DÉGRADATION DES SERVICES PUBLICS ET AUGMENTATION DES PRIX POUR TOUT LE MONDE ?



AUGMENTATION DU DÉFICIT PUBLIC ET DE LA DETTE DU CANTON ?

LE 27 SEPTEMBRE 2026



**VOTEZ NON
À L'ARNAQUE FISCALE DES 12%**

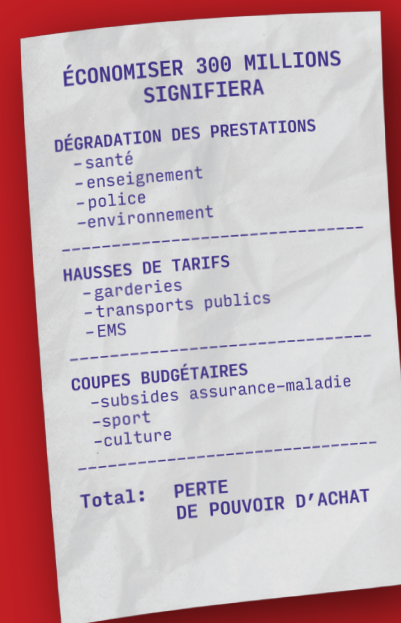


COMITÉ UNITAIRE NON AU 12% & SYNDICAT UNIA REGION VAUD

NON-INITIATIVE12.CH

NON À DES CADEAUX POUR LES PLUS RICHES FINANCÉS SUR NOTRE DOS!

NON À L'INITIATIVE DES PATRONS ET DES MILIEUX IMMOBILIERS



Les plus riches profitent, les classes moyennes et populaires paient l'addition !

Le 27 septembre, nous votons sur l'initiative dite des 12%. Elle prévoit des cadeaux fiscaux massifs pour les hauts revenus et les grandes fortunes.

Les classes moyennes et populaires, elles, y perdront. Car elles ne verront pratiquement pas la couleur des baisses d'impôts.

Par contre, c'est sur leur dos que l'État fera des économies : des services publics de moins bonne qualité, et des augmentations du tarif des garderies, des transports publics ou des EMS.

Et le Canton devra réduire ses investissements, par exemple dans la construction ou les routes. La conséquence : des infrastructures détériorées et une pression sur l'emploi pour les salarié-es du secteur privé.



« Vider les caisses publiques et couper dans la santé et l'école ? Distribuer 50 000 billets de mille francs chaque année aux 1% les plus fortuné-es ? Non à cette initiative pour les riches ! »

Pierre-Yves MAILLARD
Conseiller aux États

Une mise en péril des finances cantonales.

En 2026, le budget du Canton présente déjà un déficit de 156 millions de CHF. L'initiative aggraverait la situation en creusant un trou supplémentaire de 300 millions par année.

Résultat : un demi-milliard de déficit dès 2027.

24heures

Finances publiques

01.10.2024

Le déficit se creuse dans le budget 2025 de l'État de Vaud

RTS

13.04.2025

Le canton de Vaud plonge dans le rouge, un assainissement financier nécessaire

Blick

02.04.2026

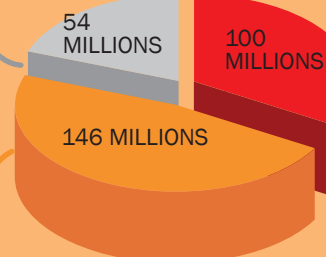
Vaud présente des comptes déficitaires pour la troisième année de suite

3 faits sur l'initiative 12%

1. 82% du coût total de l'initiative – soit 246 millions – profite uniquement aux 25% les plus aisés.
2. Un contribuable avec 10 millions de fortune y gagne 155 fois plus qu'un couple avec deux enfants qui gagne le revenu médian.
3. L'initiative est avant tout une baisse d'impôt sur la fortune : – 12% sur la fortune, et – 5% sur le revenu.

SUR 300 MILLIONS DE BAISSSES FISCALES :

POUR LES CLASSES MOYENNES ET POPULAIRES



BAISSE D'IMPÔT SUR LE REVENU POUR LES REVENUS ÉLEVÉS

BAISSE D'IMPÔT POUR LES GRANDES FORTUNES

Les salarié-e-s clairement menacés



« Boucler les fins de mois, c'est déjà difficile avec un seul salaire. En cas de oui, ce sera moins d'aide pour les primes, et des hausses de tarifs pour la garderie ou les transports. Je paierai deux fois : moins de pouvoir d'achat et moins de services publics. »

Antonia UNDURRAGA
Maman seule de deux enfants

L'initiative des 12% a été déposée par les milieux patronaux et immobiliers. Ceux-ci veulent supprimer des rentrées fiscales des plus riches pour mieux couper dans des prestations essentielles aux salarié-e-s vaudois-es, dont p.ex. :

- les prestations complémentaires aux familles, pour les salarié-e-s qui n'ont pas un revenu suffisant pour vivre malgré leur travail.
- les subsides à l'assurance-maladie qui plafonnent à 10% du revenu le poids des primes-maladie.

Bien que largement plébiscitées par le peuple vaudois en votations populaires, les milieux patronaux veulent faire la peau à ses prestations. Elles seront dans la cible des mesures d'économie.